

7

SOUS-COMMISSION PARITAIRE
POUR LE COMMERCE DU MÉTAL

Convention collective de travail du 8 juillet 2003.

PRIME DE FIN D'ANNEE

En exécution de l'article 17 de l'accord national 2003-2004 du 14 mai 2003.

CHAPITRE Ier. - *Champ d'application*

Article 1er. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs, aux ouvriers et ouvrières des entreprises qui ressortissent à la Sous-commission paritaire pour le commerce du métal.

Pour l'application de la présente convention collective de travail, on entend par "ouvriers": les ouvriers ou les ouvrières.

CHAPITRE II. - *Modalités d'octroi*

Art. 2. Une prime de fin d'année est octroyée par les employeurs aux ouvriers visés à l'article 1er inscrits, au 31 décembre de l'année considérée, depuis au moins trois mois dans le registre du personnel de l'entreprise.

Art. 3. § 1^{er}. Le montant de cette prime de fin d'année est égal à la contrevaletur d'un nombre d'heures de travail, calculée sur base du salaire horaire en vigueur au 31 décembre de l'année considérée.

- Le calcul du nombre d'heures, visé ci-dessus, s'effectue selon la formule suivante:
- durée hebdomadaire du travail sur la base du régime de paiement x 52 semaines : 12 mois

§ 2. Si un ouvrier passe à un autre régime de travail durant la période de référence, le calcul de la prime de fin d'année doit se faire sur base de la moyenne de la durée de travail annuelle.

Art. 4. La période de référence pour le calcul de la prime de fin d'année s'étend du 1er janvier de l'année considérée jusqu'au 31 décembre de l'année considérée.

Art. 5. Dans les cas qui suivent, les ouvriers ont droit à une partie de la prime, égale à un douzième par mois de travail dans la période de référence, et pour laquelle tout mois commencé est considéré comme un mois preste complet:

§ 1^{er}. Les ouvriers qui sont occupés depuis trois mois au moins dans l'entreprise, mais qui ne comptent pas un an d'ancienneté au 31 décembre de la période de référence.

NEERLEGGING-DÉPÔT REGISTR.-ENREGISTR.

20-08-2003 30-10-2003 NR, N° 68206 10/149.04

§ 2. Les ouvriers qui, durant la période de référence, sont licenciés pour quelque motif que ce soit autre que la faute grave, même lorsqu'ils donnent un contre-préavis pendant la durée de leur préavis, bénéficient de la prime, au prorata des prestations fournies pendant la période de référence.

§ 3. Les ouvriers dont le contrat prend fin pour des raisons de force majeure, bénéficient de la prime, au prorata des prestations fournies pendant la période de référence.

§ 4. Les ouvriers qui ont un contrat de travail à durée déterminée, ou un contrat de travail déterminé, ou un contrat temporaire au sens de la convention collective de travail no 36, conclue le 27 novembre 1981 au sein du Conseil National du Travail, portant des mesures conservatoires sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs (arrêté royal du 9 décembre 1981), ou encore un contrat de remplacement, de 3 mois au moins, ont droit à la prime de fin d'année au prorata des prestations fournies.

Ils touchent cette prime de fin d'année au moment où ils quittent l'entreprise. La période normale de référence ne s'applique pas à ces cas. Lorsque ce contrat dépasse un an, une prime de fin d'année est payée par année sur base des prestations fournies au cours de l'année considérée, le dernier décompte ayant lieu au moment où l'ouvrier quitte l'entreprise.

§ 5. Les ouvriers prépensionnés au cours de la période de référence bénéficient de la prime, au prorata des prestations fournies pendant ladite période de référence, la condition d'ancienneté prévue à l'article 2 n'étant pas d'application.

Dans ce cas, la prime est calculée sur la base du salaire horaire normalement payé au moment du départ.

§ 6. Les ouvriers quittant volontairement l'entreprise alors qu'ils sont en chômage temporaire en application de l'article 51 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, bénéficient de la prime au prorata du nombre de mois prestes dans l'entreprise pendant la période de référence.

Dans ce cas, la prime est calculée sur base du salaire horaire normalement payé au moment du départ.

§ 7. Dans les cas susmentionnés, la prime est calculée sur base du salaire horaire normalement payé au moment où le contrat de travail prend fin.

Art. 6. Les ouvriers pensionnés au cours de la période de référence ont droit au paiement du montant intégral de la prime mentionnée, la condition d'ancienneté prévue à l'article 2 n'étant pas d'application.

La même règle vaut pour les ayants droit des ouvriers décédés au cours de la période de référence.

Dans ces cas, la prime est calculée sur la base du salaire horaire normalement payé au moment où survient l'événement.

Art. 7. Les périodes de repos d'accouchement et de congé de maternité sont assimilées à des prestations effectives pour le calcul de la prime de fin d'année.

Pour bénéficier de cette assimilation, l'ouvrière doit être inscrite depuis trois mois au moins dans le registre du personnel au premier jour de la suspension.

Dans ces cas, la prime est calculée sur base du salaire horaire que les ouvrières auraient normalement perçu au 31 décembre de la période de référence.

Art. 8. Les absences résultant d'obligations militaires ou d'interruptions de travail pour cause de maladie, d'accident, de maladie professionnelle ou d'accident du travail sont, pour le calcul de la prime de fin d'année, assimilées à des prestations effectives.

Ces assimilations sont toutefois limitées aux douze premiers mois suivant le premier jour de ces absences.

Pour bénéficier de ces assimilations, les ouvriers doivent être inscrits depuis trois mois au moins dans le registre du personnel de l'entreprise.

Art. 9. Les journées de chômage prévues aux articles 26, 28, 1^o, 49, 50 et 51 de la Loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail sont, pour le calcul de la prime de fin de l'année, assimilées à des prestations effectives.

Cette assimilation est toutefois limitée à cent cinquante jours de chômage pendant la période de référence.

Pour bénéficier de cette assimilation, les ouvriers doivent être inscrits depuis trois mois au moins dans le registre du personnel de l'entreprise.

Dans ce cas, la prime est calculée sur base du salaire horaire que les ouvriers auraient normalement perçu au 31 décembre de la période de référence.

Art. 10. les ouvriers qui quittent volontairement l'entreprise au cours de la période de référence, perdent le droit à la prime.

Art. 11. Si le contrat de travail est rompu par consentement mutuel, il est établi par écrit au plus tard le dernier jour de travail si la prime de fin d'année est due ou non. Faute d'un tel document écrit, la prime de fin d'année n'est pas due.

Art. 12. La prime de fin d'année est payée lors de la première paie qui suit le 31 décembre de la période de référence, sauf dans les cas visés aux articles 5 à 11. Dans ces cas, la prime de fin d'année est payée au plus tard dans le mois suivant celui pendant lequel l'événement est survenu.

Art. 13. Les dispositions du présent chapitre constituent des avantages minimums qui ne préjudicient en rien aux situations plus favorables existant dans les entreprises.

4

CHAPITRE III. - *Dispositions finales*

Art. 14. La présente convention collective de travail produit ses effets le 1^{er} janvier 2003 et est conclue pour une durée indéterminée.

La présente convention collective de travail remplace la convention collective de travail du 8 juillet 1999, conclue au sein de la Sous-commission paritaire pour le commerce du métal, concernant l'octroi d'une prime de fin d'année, enregistrée le 20 décembre 1999 sous le numéro 53397/CO/149.04 et rendue obligatoire par l'arrêté royal du 10 juin 2001 (Moniteur Belge du 22 août 2001).

Elle peut être dénoncée par une des parties moyennant un préavis de trois mois, notifié par lettre recommandée à la poste, adressée au Président de la Sous-commission paritaire pour le commerce du métal.

**PARITAIR SUBCOMITÉ
VOOR DE METAALHANDEL**

Collectieve arbeidsovereenkomst van 8 juli 2003.

EINDEJAARSPREMIE

In uitvoering van artikel 17 van het nationaal akkoord 2003-2004 van 14 mei 2003.

HOOFDSTUK I. - Toepassingsgebied

Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers, de werklieden en de werksters van de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de metaalhandel.

Voor de toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst, wordt onder "werklieden" verstaan: de werklieden of de werksters.

HOOFDSTUK II. - Toepassingsmodaliteiten

Art. 2. Een eindejaarspremie wordt door de werkgevers toegekend aan de in artikel 1 bedoelde werklieden, die op 31 december van het beschouwde jaar sedertten minste drie maanden in het personeelsregister van de onderneming zijn ingeschreven.

Art. 3. § 1. Het bedrag van deze eindejaarspremie is gelijk aan de tegenwaarde van een aantal uren, berekend op basis van het op 31 december van het beschouwde jaar van kracht zijnde uurloon.

- De berekening van het aantal uren, voorzien hierboven, gebeurt volgens hierna vermelde formule:

- wekelijkse arbeidsduur op basis van het betaalregime x 52 weken : 12 maanden.

§ 2. Indien een werkman tijdens de referteperiode overstapt naar een ander arbeidstijdstelsel, moet de berekening van de eindejaarspremie gebeuren op basis van de het gemiddelde van de jaarlijkse arbeidsduur.

Art. 4. De referteperiode voor de berekening van de eindejaarspremie vangt aan op 1 januari van het beschouwde jaar en eindigt op 31 december van het beschouwde jaar.

Art. 5. In de volgende gevallen hebben de werklieden recht op een gedeelte van de premie gelijk aan een twaalfde per maand tewerkstelling in de referteperiode, waarbij elke begonnen maand wordt beschouwd als een volledig gepresteerde maand:

§ 1. De werklieden die sedert ten minste drie maand in de onderneming tewerkgesteld zijn, maar die geen jaar anciënniteit tellen op 31 december van de referteperiode.

NEERLEGGING-DEPOT	REGISTR.-ENREGISTR.	NR.	
20 -08- 2003	3 0 -10- 2003	N°	68206 100/249.04

§ 2. De werklieden, die gedurende de referteperiode ontslagen worden om gelijk welke andere reden dan de dringende reden, zelfs wanneer zij gedurende hun opzeg een tegenopzeg geven, genieten de premie, naar rata van de geleverde prestaties gedurende de referteperiode.

§ 3. De werklieden waarvan het contract beëindigd wordt wegens redenen van overmacht, genieten de premie, naar rata van de geleverde prestaties gedurende de referteperiode.

§ 4. De werklieden met een contract van bepaalde duur, of voor een bepaald werk, of een tijdelijk contract in de zin van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 36, gesloten op 27 november 1981 in de Nationale Arbeidsraad, houdende conservatoire maatregelen betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers (koninklijk besluit van 9 december 1981), of een vervangingsovereenkomst, van minstens 3 maanden hebben recht op een eindejaarspremie naar rata van de geleverde prestaties.

Zij genieten deze eindejaarspremie op het ogenblik dat zij de onderneming verlaten. Voor deze gevallen geldt de normale referteperiode niet. Wanneer het een contract van meer dan een jaar betreft, wordt per jaar een eindejaarspremie betaald, op basis van de dat jaar geleverde prestaties en waarbij de laatste afrekening ten laatste gebeurt op het ogenblik van het verlaten van de onderneming.

§ 5. De werklieden die op brugpensioen gaan gedurende de referteperiode, genieten de premie naar rata van de geleverde prestaties gedurende voornoemde referteperiode. De anciënniteitsvoorwaarde voorzien in artikel 2 is niet van toepassing.

In dit geval wordt de premie berekend op basis van het uurloon dat normaal wordt betaald op het ogenblik van vertrek.

§ 6. De werklieden die de onderneming vrijwillig verlaten terwijl zij zich in een période van tijdelijke werkloosheid bevinden, in toepassing van artikel 51 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, genieten de premie naar rata van het aantal in de onderneming gepresteerde maanden in de referteperiode.

In dit geval, wordt de premie berekend op basis van het uurloon dat normaal betaald wordt op het ogenblik van het vertrek.

§ 7. In bovengenoemde gevallen wordt de premie berekend op basis van het uurloon dat normaal wordt betaald op het ogenblik dat de arbeidsovereenkomst een einde neemt.

Art. 6. De in de loop van de referteperiode gepensioneerde werklieden hebben recht op de uitbetaling van het volledig bedrag van de vermelde premie; de anciënniteitsvoorwaarde voorzien in artikel 2 is niet van toepassing.

Dezelfde regel geldt voor de rechthebbenden van de in de loop van de referteperiode overleden werklieden.

In deze gevallen wordt de premie berekend op basis van het uurloon dat normaal wordt betaald op het ogenblik dat de gebeurtenis zich voordoet.

Art. 7. De périodes van zwangerschaps- en bevallingsverlof worden met effectieve prestaties gelijkgesteld voor de berekening van de eindejaarspremie.

Om deze gelijkstelling te genieten, moet de arbeidster, op de eerste dag van de schorsing, sedert ten minste drie maanden in het personeelsregister ingeschreven zijn.

In deze gevallen, wordt de premie berekend op basis van het uurloon dat de arbeidsters normaal zouden ontvangen hebben op 31 december van de referteperiode.

Art. 8. Afwezigheden ingevolge militaire verplichtingen of arbeidsongeschiktheden voortvloeiend uit ziekte, ongeval, beroepsziekte of arbeidsongeval, worden voor de berekening van de eindejaarspremie gelijkgesteld met effectieve prestaties.

Deze gelijkstelling wordt evenwel begrensd tot de eerste twaalf maanden volgend op de eerste dag van deze afwezigheden.

Om van deze gelijkstelling te kunnen genieten dienen de werklieden sinds ten minste drie maanden in het personeelsregister van de onderneming ingeschreven te zijn.

Art. 9. De werkloosheidsdagen voorzien bij de artikelen 26, 28, 1°, 49, 50 en 51 van de Wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, worden voor de berekening van de eindejaarspremie gelijkgesteld met effectieve prestaties.

Deze gelijkstelling wordt evenwel begrensd tot honderdvijftig werkloosheidsdagen gedurende de referteperiode.

Om deze gelijkstelling te kunnen genieten dienen de werklieden sinds ten minste drie maanden in het personeelsregister van de onderneming ingeschreven te zijn.

In dit geval wordt de premie berekend op basis van het uurloon dat de werklieden normaal zouden ontvangen hebben op 31 december van de referteperiode.

Art. 10. De werklieden die in de loop van de referteperiode de onderneming vrijwillig verlaten, verliezen het recht op de premie.

Art. 11. Wordt de arbeidsovereenkomst verbroken met onderlinge toestemming, dan wordt uiterlijk de laatste werkdag schriftelijk vastgelegd of de eindejaarspremie al dan niet verschuldigd is. Bij gebrek aan een dergelijk schriftelijk document is de eindejaarspremie niet verschuldigd.

Art. 12. De eindejaarspremie wordt betaald bij de eerste loonuitbetaling die volgt op 31 december van de referteperiode, behoudens de gevallen bedoeld bij de artikelen 5 tot 11. In deze gevallen wordt de eindejaarspremie betaald ten laatste gedurende de maand die volgt op deze tijdens welke de gebeurtenis zich heeft voorgedaan.

Art. 13. De bepalingen van dit hoofdstuk zijn minimumvoordelen die de in de ondernemingen bestaande voordeliger toestanden onverkort laten.

HOOFDSTUK III. - *Slotbepalingen*

Art. 14. Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2003 en wordt gesloten voor onbepaalde duur.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangt de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 juli 1999, gesloten in het Paritair Subcomité voor de metaalhandel, betreffende de toekenning van een eindejaarspremie, geregistreerd onder het nr. 53397/CO/149.04 op 20 december 1999, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 10 juni 2001 (Belgisch Staatsblad van 22 augustus 2001).

Zij kan door één van de partijen worden opgezegd mits een opzegging van drie maanden wordt betekend bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de Voorzitter van het Paritair Subcomité voor de metaalhandel.